Iran : Quand un régime sacrifie son peuple

David Bensoussan

L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec

Le régime iranien gouverne par le sacrifice et la peur. Tandis que la rue gronde et que la répression s'intensifie, toute intervention — ou inaction — comporte des risques majeurs, pour l'Iran comme pour l'équilibre régional.

La martyrologie chiite

En affirmant qu'il ne saurait accepter que des centaines de milliers de morts aient été « sacrifiés en vain » pour la Révolution islamique, l'ayatollah Ali Khamenei a laissé échapper bien plus qu'une formule mémorielle. Le chiffre est sans doute outrageusement exagéré, mais l'intention est limpide : la survie de la République islamique justifierait, s'il le fallait, un tribut humain équivalent — voire supérieur. Dans cette logique, la vie n'est pas une valeur, mais une monnaie.

Cette vision s'enracine dans une martyrologie chiite que le régime a érigée en idéologie d'État. L'Achoura, commémoration du martyre de l'imam Hussein, en offre chaque année l'illustration spectaculaire, entre autoflagellation et mortification publiques. Durant la guerre Iran-Irak, cette culture du sacrifice prit une forme tragiquement concrète : des dizaines de milliers d'enfants furent envoyés ouvrir des passages dans des champs de mines pour frayer un passage à l'armée régulière.

Le message est clair : l'objectif — l'instauration et l'expansion de l'islam chiite politique — l'emporte sur la vie humaine.

Fidèle à cette logique, Téhéran a patiemment bâti un « axe de la résistance » s'étendant de l'Irak au Yémen, en passant par la Syrie et le Liban. Mais l'Iran s'y est battu jusqu'au dernier… arabe. Les proxys, milices et mercenaires qui ont ensanglanté le Croissant fertile n'étaient pas iraniens. Aujourd'hui, cet axe de la « résistance » s'est mué en axe de misère et de désolation, ruiné,

délégitimé, largement déconnecté des aspirations des peuples qu'il prétend défendre. Et pourtant, à l'intérieur, le régime conserve une emprise redoutable.

L'appareil de répression iranien

Cette emprise repose d'abord sur un appareil de répression d'une efficacité glaçante. Les forces de sécurité — au premier rang desquelles le Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) — bénéficient de privilèges considérables : salaires supérieurs à ceux de l'armée régulière, contrôle d'une large part de l'économie nationale, empire tentaculaire de plus de 8 000 entreprises, ports et circuits d'importation échappant en grande partie aux règles douanières. À cette puissance économique s'ajoute une loyauté idéologique soigneusement entretenue.

Le régime a également structuré un réseau de clientèles sociales et symboliques — « familles de martyrs », « déshérités », partisans de la ligne de l'Imam, étudiants en théologie, récitateurs de textes religieux — dont la survie matérielle dépend directement de ses largesses. Les mollahs eux aussi, sont entretenus par des allocations et des enveloppes généreuses distribuées depuis le sommet de l'État.

Bras armé de cette architecture, les Bassidjis jouent un rôle décisif. Organisation paramilitaire idéologisée, ils disposent d'un quasi-blanc-seing pour étouffer toute contestation. Lors des grandes manifestations étudiantes à Téhéran, nombre de jeunes scandant des slogans hostiles au Guide suprême ont connu les arrestations arbitraires et la torture, sans oublier qu'au-dessus de leur tête plane la perspective des condamnations à mort prononcées par une justice expéditive.

Et pourtant.

Comment remédier à la situation actuelle ?

La contestation actuelle marque une rupture. Elle touche toutes les couches de la société iranienne. Des dizaines de mosquées et d'institutions bancaires ont été incendiées — un seuil symbolique jamais franchi lors des mouvements de 2009, de 2019 ou de 2022. Le vernis de la peur se fissure.

Face à cela, la propagande officielle recycle ses réflexes : accuser l'Occident de tous les maux, réels ou imaginaires. Pour un régime obsédé par sa survie, une intervention étrangère serait presque une aubaine, un moyen rêvé de ressouder une population abreuvée depuis des décennies de slogans « Mort à l'Amérique » et « Mort à Israël ».

Les sanctions internationales, elles, frappent surtout le peuple, pas le pouvoir : les Gardiens de la révolution captent l'essentiel des revenus pétroliers, notamment via la Chine, tandis que la corruption gangrène tous les étages de l'État. Les sanctions économiques ne font qu'accroître la misère des Iraniens sans ébranler sérieusement le régime ni ses sbires.

C'est donc de l'intérieur que la République islamique peut vaciller. Rétablir et sécuriser les moyens de communication, à l'intérieur comme avec l'extérieur, est crucial pour faire connaître les revendications des insurgés et semer le doute dans les rangs des forces de l'ordre avant qu'elles ne tirent sur les foules.

Le pour et le contre d'une intervention militaire

Dans le cas d'une intervention militaire qui s'attaquerait principalement aux Gardiens de la Révolution, un appui apporté à l'armée régulière aurait plus de chance d'éviter le chaos. En outre, bien des velléités centrifuges seront attisées au sein des minorités azéries, kurdes, arabes ou baloutches. Pour autant, il serait illusoire de croire à un effondrement rapide du régime : celui-ci ne cédera pas sans résistance, et la répression qui s'ensuivrait pourrait s'avérer encore plus sanglante. À l'extérieur, il faudrait aussi s'attendre à l'activation de réseaux terroristes iraniens jusqu'ici dormants en Occident.

À l'inverse, une intervention américaine inefficace — ou une non-intervention — porterait un coup sévère à la crédibilité des États-Unis. De nombreux manifestants iraniens se sentiraient trahis, eux à qui Donald Trump avait demandé de « tenir bon », promettant qu'une aide était en route.

Sur le plan régional, un changement de régime ou, à défaut, un Iran durablement affaibli serait accueilli avec soulagement par les pays sunnites et par Israël. La Turquie, en revanche, y verrait une source majeure

d'inquiétude : toute fragilisation de Téhéran raviverait le spectre d'une autonomie kurde qu'Ankara cherche à prévenir à tout prix. Quant à l'Arabie saoudite, elle pourrait y trouver un avantage économique indirect : l'absence d'un retour massif du pétrole iranien sur les marchés mondiaux contribuerait à maintenir, voire à relever, les prix du brut.

L'Iran éternel face au régime des mullahs

L'Iran ne se résume pas à son régime : c'est une civilisation millénaire, marquée par de multiples invasions, mais dont le substrat iranien et zoroastrien demeure palpable. Cette tension entre une identité profonde et une chape idéologique trouve un écho saisissant dans la poésie. Le poète Bahar l'a exprimée avec force en convoquant le mont Damavand, volcan majestueux dominant Téhéran. Il exhorte la montagne à se réveiller et à balayer, par le feu et la lave, la tyrannie et la corruption.

À l'image de Damavand, l'Iran gronde. Reste à savoir si l'éruption embrasera les cœurs des forces de répression — et si elle sera enfin libératrice.